



Comité Technique Local

Marseille (13), le 29 mars 2019,

Monsieur le Directeur Régional , Président du Comité Technique Local,

A de nombreuses reprises, en guise de « réponse » aux multiples interpellations des agents de la DRFiP PACA 13 et de leurs représentants légitimes, vous nous avez enjoint à vous proposer un autre modèle d'évolution que celui porté par les chantres du moins de Fonction Publique, moins de fonctionnaires, moins d'implantations, moins de missions...

Vous vous retranchez derrière un « devoir de loyauté » vis à vis de la Direction Générale, relais sans filtre de la doxa ultra-libérale de l'exécutif qui ne cherche qu'à détruire notre Administration, ou en tout cas ses fondements de technicité, de proximité, de compétence, de probité, d'équité.

Vous nous reprochez fréquemment de n'être que de vulgaires conservateurs archaïques, hostiles à tout changement. Or, loin d'être disruptif, le projet que vous accompagnez « loyalement » ne fait que suivre les vieilles et éculées antennes de détricotage patient et systématique du modèle social républicain, héritier du Conseil National de la Résistance. Nous ne sommes pas contre le changement. Il ne s'agit pas ici d'un dogme ou d'un principe. Nous sommes profondément contre le changement que vous portez. Pas contre le changement ; contre votre changement.

Concrètement, lors de l'interpellation par les agents grévistes le 19 mars puis lors de la première convocation le 20 de ce C.T.L., vous avez refusé de nous transmettre votre projet de déclinaison locale de la « Géographie revisitée », nous avez proposé de vous soumettre nos préconisations pour une autre DRFiP et nous avez confié le fil conducteur de votre action : « soyons meilleur pour éloigner la concurrence extérieure et ainsi sauver nos missions ».

Votre refus, imposé par Bercy, de communiquer le moindre élément sur vos projets locaux démontre indubitablement votre mépris du dialogue social, votre culture de l'opacité et le peu de cas que vous faites de l'avis des personnels, de leurs craintes, des risques psycho-sociaux que l'ambiance funèbre que vous maintenez à la DRFiP PACA 13 engendre. Le Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Action et des Comptes publics, a annoncé aux organisations syndicales la communication de l'ensemble des nouveaux schémas départementaux d'ici l'automne 2019 pour tous être effectifs en 2022. En attente du feu vert, vous êtes toujours soumis au silence. « Devoir de loyauté »...

Pourtant, en dépit de l'omerta qui règne à la DGFIP sur le *Blitzkrieg* prévu d'ici 2022, quelques éléments, ici où là commencent à éclore.

En Vendée, par exemple, où il est prévu, d'après le Directeur Départemental, de supprimer 100 emplois (sur 750) et de réduire drastiquement le réseau (2 S.I.P. et 2 S.I.E. contre 9 structures aujourd'hui), 1 S.P.F. contre 4, fermeture de 19 trésoreries). Particularité atlantique nous répondrez-vous...

En Haute-Vienne, où la Direction, selon le Ministre de l'Action et des Comptes Publics, projette de supprimer 7 de ses 13 implantations. Idem en Creuse où les implantations passeraient de 12 à 3. Spécificités limousines certainement...

Dans le Maine-et-Loire, où le Directeur Départemental a annoncé la suppression de 120 emplois (sur 950 aujourd'hui). exception d'Anjou sans doute...

En Guyane, la circulaire du 28/01/2019 donne officiellement la main au Préfet pour réorganiser à sa guise emplois, missions et structures, y compris ceux de la DRFiP locale. Tropisme ultra-marin probablement...

Dans le Pas-de-Calais, où le projet local remonté à Bercy prévoit la suppression de 33 Trésoreries (sur 43). Caractéristique artésienne assurément...

Pour la DRFiP PACA 13, vous avez daigné lâcher quelques bribes : subsistance de 9 S.I.P. et 9 S.I.E. (contre 33 structures aujourd'hui), suppression de plus de la moitié des Trésoreries, fusion des 4 C.D.I.F. en 2, des 7 S.P.F. en 2 (dont le « transfert » du S.P.F. de Tarascon vers Aix au premier semestre 2020). Voilà le résultat, à l'heure actuelle, de votre loyauté envers les agents.

Au-delà de la communication d'un projet de démantèlement de notre Direction Régionale, il s'agit bien plus d'un problème de fond. Votre argumentaire du 19 mars illustre votre vision des missions régaliennes qui sont les nôtres. En substance, vous avez clairement affirmé aux agents grévistes qui vous sollicitaient que nous devons « être les meilleurs » (et donc, selon vous, réduire nos effectifs et nos implantations territoriales) pour éviter que « la concurrence » ne s'empare de nos missions. Coupons nous vite un bras de crainte que d'autres nous le coupent ! Les collègues du cadastre, de l'Enregistrement ou de la Publicité Foncière par exemple apprécieront d'apprendre que des pans entiers de leurs missions sont vouées à être privatisées à cause de leur manque de travail. Est-ce également cette logique qui prévaut à la suppression de la déclaration obligatoire des revenus prônée par le Ministre alors même que les collègues (40 % des effectifs seulement) jugés comme ayant permis la bonne mise en place du Prélèvement A la Source ont reçu une aumône de 200€ ? Ces collègues verront-ils leurs services épargnés par les suppressions d'emplois ? Sont-ils assez performants à vos yeux pour sauvegarder leurs missions ?

Contrairement à votre théorie, digne de « Cap 22 », nous savons que les missions de la DGFiP ne sont ni transférables ni externalisables, ni encore moins abandonnables ou privatisables. En effet, nos missions sont régaliennes, c'est à dire qu'elles sont constitutives de la souveraineté. Le contrôle de la dépense publique, la gestion des impôts et des finances publiques sont confiés à des agents d'État pour garantir neutralité et équité de traitement de chaque citoyen usager. Notre statut assure cette probité indispensable à la démocratie républicaine.

Dans une posture bravache, vous nous avez invité à vous faire des propositions. Déjà, vous faire des propositions nécessiterait *a minima* de croire en l'efficacité du dialogue social à la DRFiP PACA 13, à être dupe de votre mépris et de votre absence totale de prise en compte des points de vue des agents que nous représentons et que nous sommes. Ensuite, nous espérons que vous lisez et écoutez attentivement nos diverses déclarations et publications, qui présentent régulièrement nos revendications : vous connaissez déjà donc nos propositions. Notre unique volonté est de conserver (voire d'acquérir) de nouvelles missions, et pour les exercer dans les meilleures conditions possibles, de donner les moyens nécessaires aux agents de la DRFiP PACA 13. A l'instar des revendications de l'intersyndicale nationale, nous ne sommes pas mécaniquement contre tout.

Ainsi, Solidaires Finances Publiques 13 est pour :

- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois et le comblement de l'ensemble des postes vacants du département ;
- Pour l'abandon de tous les projets en cours, y compris la « Géographie revisitée » du Directeur Général, des expérimentations d'agences comptables, de la concentration des services, du transfert de la mission cadastrale à l'I.G.N., de l'agence unique de recouvrement... ;
- Pour l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives dans le cadre des C.A.P. sur la base de règles de gestion transparentes et négociées au niveau national ;
- Pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins ;
- Pour une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions de C en B et de B en A ;
- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- Pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200€ brut par mois, via l'I.M.T. et leur intégration dans le traitement ! Pour l'attribution à tous de la prime inique et exceptionnelle de 200€.

Nous n'entendons pas abandonner le combat pour la défense de notre service public, du caractère régalien de nos missions, pour la densité du maillage territorial de nos implantations, pour l'amélioration de nos conditions de travail et de la qualité de service rendu à l'usager. Nous n'obéissons pas à une simple logique de réduction des coûts. Après les diverses et multiples mobilisations de ce mois de mars, nous étions devant la Direction Générale hier pour exprimer notre colère. Nous avons pris nos responsabilités.

Et vous Monsieur le Directeur Régional Président du Comité Technique Local, allez-vous prendre les vôtres ? Allez-vous défendre le service public et ses agents à la DRFiP PACA 13 ? De quel côté allez-vous choisir de placer votre loyauté et votre allégeance ? Plus prosaïquement, croyez-vous sincèrement possible de faire fonctionner les services de manière durable et efficace dans les conditions actuelles, et encore plus si le plan social de la « Géographie revisitée » se mettait en œuvre ?